

## Rassemblement pour les enfants du Havre sans toit : « Des solutions, il y en a ! »



Pour les personnes mobilisées, des solutions existent, notamment grâce aux logements municipaux vacants Paris Normandie/Nicolas Le Jean

C'est une situation qu'on n'imagine pas. Ou peu. Au Havre, de nombreux enfants scolarisés n'ont pas de toit, ballottés entre les hébergements d'urgence et la rue. Pour exiger des solutions, un collectif a initié, vendredi 7 mars 2025, un rassemblement devant la mairie annexe de Bléville. Reportage.

Devant la mairie annexe de Bléville au Havre ce vendredi 7 mars 2025 vers 17 h 30, alors que le lieu s'est quasi vidé de manifestants, cette jeune femme sur un banc. Des bouteilles d'eau et un sac de grande surface - sans doute des victuailles, à sa droite. Un landau devant elle. La dame pianote sur son téléphone. Lève la tête de temps en temps. Son regard se perd au loin. On le devine empreint de lassitude. Ou d'angoisse. « Cette maman d'origine angolaise n'a pas de lieu où dormir ce soir. Elle a un enfant au CP chez nous et un autre de 18 mois. Depuis fin décembre, elle alterne l'hébergement d'urgence avec le 115 et la rue », nous souffle Christelle Talbot, enseignante à l'école Paul-Éluard-II, proche de la mairie annexe.

Les situations sont multiples. Complexes. Et toujours douloureuses quand des enfants y sont

mêlés

Le cas de cette maman n'est pas isolé. Et bien sûr, les enfants scolarisés de familles sans logement en font les frais. Selon Réseau Éducation Sans Frontières Le Havre (ResfLH), la cité Océane compte plus de 70 enfants scolarisés sans logement « car leurs parents n'ont pas le droit de travailler et ne touchent aucune aide », dénonce le tract que ResfLH a distribué lors du rassemblement devant la mairie annexe de Bléville. Des parents venant de l'étranger, demandeurs d'asile, déboutés de ce droit, sous le coup d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF)... Les situations sont multiples. Complexes. Et toujours douloureuses quand des enfants y sont mêlés.

« Pas d'enfant à la rue ! »

C'est pour dénoncer cette situation qu'un collectif de parents, d'enseignants, et de personnel d'accueil périscolaire du groupe scolaire Paul-Éluard a initié le rassemblement devant la mairie annexe. Soutenu par ResfLH, le groupe havrais d'Amnesty International, l'Association havraise de solidarité et d'échanges avec tous les immigrés (Ahseti) et le syndicat enseignant FSU, il a rassemblé une soixantaine de personnes. « Un toit, c'est un droit, pas d'enfant à la rue ! » ont scandé les personnes mobilisées.

Dénoncer la situation, mais surtout exiger des solutions. « Elles sont possibles, car au Havre, il y a des logements de fonction disponibles. Mais il faudrait que la Ville s'engage », avance une mère d'élèves de Paul-Éluard. « Le logement de fonction du gardien du vélodrome de Soquence est vacant depuis deux ans », abonde Véronique Ponvert, enseignante au collège Léo-Lagrange.

Seulement voilà : « Entre la Ville du Havre et la sous-préfecture, c'est une partie de ping-pong. Chacun se renvoie la responsabilité d'une solution » se désole Christelle Talbot. Mais elle et ses camarades du collectif poursuivront leur combat. Un combat pour les enfants sans toit.